

Communiqué

À L'ATTENTION DE LA PRESSE ÉCRITE ET ORALE

Communiqué de la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT donnant la position de la CGT sur le projet de construction d'un pipeline pétrochimique entre la France et l'Europe du Nord.

En octobre 2010, dans le prolongement des Etats généraux de l'Industrie, le Ministre de l'époque M. Estrosi annonçait à la sortie du premier comité stratégique de la filière chimie et matériaux sa quasi-certitude de la construction du pipeline pétrochimique européen dans le prolongement du pipeline existant entre Carling et Ludwigshafen (Allemagne). Plus précisément, il s'agirait de créer deux « tuyaux » par ce projet de pipeline européen reliant l'Europe du Nord au bassin de l'étang de Berre : un pour l'éthylène et l'autre pour le propylène.

Plusieurs groupes industriels à la fois concurrents et partenaires opèrent sur cet axe à partir de raffineries, complexes chimiques et pétrochimiques : Total, Ineos, Arkema, Solvay) dont dépendent des milliers d'emplois directs et indirects et plus largement l'activité économique de plusieurs régions.

Le projet de pipeline européen, loin d'être nouveau, doit être analysé au regard des objectifs, de ses impacts, dans le contexte industriel d'aujourd'hui, tenir compte de l'arrêt de l'unité de styrène et du vapocraqueur n°2 de Carling qui est devenu effectif, sans écarter plusieurs annonces récentes sur les incertitudes des activités de raffinage et de pétrochimie en France (fermeture de Reichstett, mise en vente de la raffinerie de LyondellBasell, entrée de Petrochina dans la raffinerie d'Ineos Lavera, etc.).

Réunis le 1^{er} avril 2011 au siège de la Fédération nationale des industries chimiques CGT, les délégués centraux CGT des groupes concernés et les syndicats CGT des établissements de Total Feyzin (69) ; d'Ineos Lavera (13) et Sarralbe (57) ; d'Arkema St Auban (06) ; Fos (13), Jarrige (38) et Carling (57) ; de Solvay Tavaux (39) ; de TPF Carling (57), ont décidé de mandater le cabinet d'expertise Cidecos afin d'étudier les impacts économiques sociaux et industriels de ce projet de pipeline.

Ce vendredi 24 juin 2011 sur la base du rapport final du cabinet Cidecos, les syndicats CGT concernés et la FNIC CGT sont en mesure **d'émettre un avis négatif** à

la construction de ce pipeline pour les motifs suivants :

- La construction du pipeline n'a aucune utilité puisqu'il n'y a pas de déficit en éthylène, bien au contraire, avec une capacité de 230.000 tonnes disponibles, situation qui appelle les différents acteurs (Ineos, Solvay, Arkema...) à investir dans de nouvelles capacités pour les utiliser et ainsi conforter l'ensemble de la filière.
- Il est indispensable que le groupe Total (TPF) et Ineos cessent leur jeu de « poker menteur » et s'accordent sur le prix de l'éthylène.
- La construction de ce pipeline remettrait en cause l'existence du vapocraqueur N°1 de Carling qui produit y compris du propylène pour alimenter Arkema, menaçant ainsi l'avenir de nos industries et ses emplois.
- Le pipeline d'éthylène entre Carling et Ludwigshafen provoquerait un excédent de disponibilité d'éthylène et une perte de compétitivité pour les vapocraqueurs de Carling et Feyzin, précarisant l'avenir de ces deux sites. Ces éléments confirment que la construction de ce pipeline pourrait servir de justification au groupe Total pour décider leur fermeture avec tous les impacts économiques et sociaux qui en découleraient.

Par ailleurs ce projet de pipeline est assorti de sollicitation de fonds publics pour financer sa construction. Au regard des profits générés dans les différents groupes, la CGT s'oppose à ce que des fonds publics français, européens, ou régionaux soient engagés pour la réalisation de ce pipeline. Position renforcée au regard des conséquences catastrophiques sur l'activité économique et l'emploi sur les bassins d'emploi qu'engendrerait sa construction.

La CGT va adresser le rapport de l'étude Cidecos, son analyse et sa position motivée au ministère de l'industrie et aux différents acteurs économiques sociaux et politiques concernés.

Fait à Montreuil, le 29 juin 2011.

Contact : **Charles FOULARD** : 06 25 50 48 04.

